

SAUVONS LE POUVOIR D'ACHAT ET LA SOLIDARITÉ

MANIFESTATION NATIONALE

**POUR UNE SÉCURITÉ
SOCIALE FORTE
ET FÉDÉRALE**

**POUR UNE
AUGMENTATION
DU POUVOIR D'ACHAT**

**POUR UNE FISCALITÉ
PLUS ÉQUITABLE**

Samedi 15-12-2007 · 10h30

Bruxelles-midi



SAUVONS LE POUVOIR D'ACHAT ET LA SOLIDARITE

Les prix s'envolent, surtout pour les biens de première nécessité: l'alimentation, l'énergie, le logement ... Cette flambée des prix affaiblit le pouvoir d'achat et réduit le revenu, tandis que les entreprises et investisseurs font des affaires en or. La part des salaires dans le bien-être continue à diminuer. Aujourd'hui, elle représente moins de la moitié de tous les revenus. Il faut mettre un terme à cette spirale. Renforçons le pouvoir d'achat! Consolidons la sécurité sociale fédérale! Permettons à chacun de contribuer selon ses moyens!

Pour une sécurité sociale fédérale forte

- . Lier toutes les indemnités au bien-être, en concertation avec les partenaires sociaux
- . Sortir de la pauvreté les bénéficiaires des allocations les plus faibles
- . Combattre le chômage et non les chômeurs
- . Garantir des soins de santé abordables et de qualité
- . Augmenter la contribution d'autres revenus
- . Garantir le financement du Fonds de vieillissement pour les pensions
- . Refuser toute scission, même partielle, de la sécurité sociale

Pour une augmentation du pouvoir d'achat

- . Indexation intégrale des salaires et des indemnités
- . Augmentation du salaire minimum
- . Négociations salariales libres tous les deux ans
- . Politique d'emploi vigoureuse
- . Intervention active contre les augmentations de prix excessives
- . Baisse des tarifs du gaz et de l'électricité: écrémage des bénéfices des monopoles
- . Facture de mazout raisonnable: paiement par tranche et élargissement du Fonds mazout
- . Diminution des accises sur l'essence et le diesel
- . Prix du logement abordable: davantage d'habitations sociales, modération des loyers
- . Plan d'action visant à économiser l'énergie, accessible à tous

Pour une fiscalité plus équitable

- . Pas de nouvelle réduction de charges pour les entreprises (le handicap du coût salarial a été supprimé)
- . Mettre un terme aux «fuites» dans l'impôt des sociétés (telles que la déduction des intérêts notionnels)
- . Fiscalité plus lourde sur les revenus patrimoniaux
- . Maintien de la taxation des plus-values sur les fonds d'obligation
- . Arrêter de négliger l'administration fiscale